

17 FRE

Le défi féministe dans le changement de la société, la féminisation de nos perspectives et de nos mouvements

-

Penny Duggan

QI, 2019: La nouvelle montée du mouvement des femmes (ébauche)

ACTION POSITIVE ET CONSTRUCTION DU PARTI PARMI LES
FEMMES. Texte adopté par le 13e Congrès mondial, 1991 (extrait)

Jo Freeman, "La tyrannie de l'absence de structure" (1970) Extrait

PRT, 1989: MESURES DE SANCTIONS DANS UNE
ORGANISATION FEMINISTE



International Institute for Research and Education - Amsterdam

LA NOUVELLE MONTÉE DU MOUVEMENT DES FEMMES

1. LE CONTEXTE

Le texte de notre 17e Congrès mondial a souligné le chaos et la crise géopolitique générale qui existent aujourd'hui. Cette crise affecte particulièrement les femmes et est en train de produire un backlash généralisé par rapport à ce qu'on appelle souvent la « révolution la plus longue » qui a fait accroître les droits des femmes au cours du siècle passé.

Cette contradiction entre les aspirations des (jeunes) femmes à une vie qui vaut la peine d'un côté et l'aggravation de la situation actuelle de l'autre est à la base de la nouvelle montée des mobilisations des femmes et expliquent le caractère global des plates-formes qui ont souvent émergé et le développement de la grève féministe des femmes comme méthode d'action symbolisant un rejet du système dans son ensemble.

1.1 Néolibéralisme

La mondialisation capitaliste, la financiarisation et l'internationalisation croissante des chaînes de production ont réduit la capacité des gouvernements à mettre en œuvre des politiques économiques dans l'intérêt collectif des classes dirigeantes. Les pays impérialistes s'efforcent encore d'assurer des conditions favorables à l'accumulation du capital, mais le capital mondial fonctionne plus indépendamment qu'auparavant. Les crises financières de 1997-1997 et 2007-2008 ont révélé les contradictions inhérentes à la mondialisation capitaliste avec des conséquences majeures : politiques, sociales et structurelles - dont l'explosion de la dette.

Le chômage, le sous-emploi et l'emploi précaire, la réduction massive des services de base (logement, éducation, aide sociale, etc.), ainsi que les crises agricoles, ont eu un impact massif sur la capacité de survie de millions de personnes.

Tout cela a un impact particulier sur les femmes, tant dans le travail salarié que non-salarié. Les femmes sont plus nombreuses à occuper des emplois précaires, dans le secteur informel ou dans des régions où le chômage a grimpé en flèche. Les coupures dans les services augmentent la quantité de travail domestique nécessaire pour reproduire le ménage - dont une part disproportionnée revient aux femmes.

1.2 La montée de l'extrême droite, le fondamentalisme religieux, l'autoritarisme, l'anti "idéologie du genre".

La montée de courants fondamentalistes d'extrême droite, autoritaires et religieux, souvent liés, mais pas toujours identiques, a des conséquences spécifiques et néfastes pour les femmes.

Le renouvellement de la droite radicale renforce une poussée réactionnaire qui vise à saper les droits des femmes et des personnes LGBT+ ; l'avortement, le droit de la famille et le déclenchement de la chasse aux sorcières contre les personnes LGBT+. Ils ciblent particulièrement les femmes qui subissent à la fois le racisme et le sexisme. Dans de nombreux pays occidentaux, ils utilisent la propagande islamophobe, en particulier contre les femmes musulmanes. Les agressions contre les femmes portant le voile se multiplient.

Alors que certains mouvements attaquent clairement les femmes et les personnes LGBTQI, d'autres utilisent l'homonationalisme et le fémonationalisme : sous prétexte de défendre les femmes et les personnes LGBTQI, ils attaquent des groupes comme les migrants ou les musulmans, les accusant

de viol ou affirmant que l'Islam est contre l'homosexualité. Par conséquent, l'extrême droite peut connaître des tensions entre ceux qui veulent faire appel au sexisme et à l'hétérosexisme de sa base et ceux qui instrumentalisent les droits des femmes et des LGBTI au service de l'islamophobie et des préjugés anti-immigration. Cependant, en fait, ils se renforcent mutuellement et convergent pour considérer l'homosexualité et les droits LGBTIQ comme des exportations impérialistes.

Ces pratiques imposent des rapports de force oppressifs sur le corps et la vie des femmes. Les codes juridiques religieux dépendent fortement de l'unité familiale et de la ségrégation des rôles entre les sexes qui mettent en danger la vie des femmes.

D'autres courants d'extrême droite émergent comme le fondamentalisme religieux dans toutes les "grandes" religions (ou le fondamentalisme "religieux national" (l'extrême droite sioniste). Ils influencent des gouvernements aussi importants que les États-Unis et le Brésil et jouent un rôle central dans certains pays d'Europe de l'Est. Que ce soit en tant qu'évangélisation ou en tant que catholicisme extrémiste, les courants chrétiens font des ravages en Amérique latine et en Afrique avec des politiques profondément réactionnaires à l'égard des femmes - notamment sur la question de l'avortement et du droit des femmes à choisir - et les LGBTIQ avec une idéologie antigendre qui cherche à soutenir les rôles traditionnels masculin et féminin et attaquer les LGB et particulièrement les trans. Le monde musulman n'a pas de monopole, mais une dimension internationale particulière, avec des mouvements "transfrontaliers" comme l'État islamique ou les talibans. Les mouvements théofascistes ont recours à la violence sexuelle systématique contre les femmes et les mineurs dans les territoires qu'ils contrôlent, principalement sous forme de viol et d'esclavage sexuel. Ils s'en servent pour recruter des membres et lutter contre d'autres groupes.

Le conservatisme néolibéral qui vise à renforcer la famille patriarcale a considérablement augmenté la violence contre les femmes. Outre l'impunité dont jouissent les auteurs de ces violences, la réduction de l'aide matérielle à ceux qui en sont victimes crée un environnement social qui encourage la violence masculine.

1.3 Catastrophe climatique

La catastrophe climatique annoncée pour l'avenir est déjà présente dans de nombreuses régions du globe.

Les peuples autochtones, les paysan.ne.s et les jeunes sont à l'avant-garde des luttes environnementales et les femmes jouent un rôle de premier plan dans ces trois secteurs. Cette situation est le produit de leur oppression spécifique, et non de leur sexe biologique - comme l'ont montré les écoféministes non essentialistes. Le patriarcat impose aux femmes des fonctions sociales directement liées aux "soins" et les place à l'avant-garde des défis environnementaux.

Les femmes produisent 80 % de la nourriture de base dans les pays du Sud, elles sont donc directement confrontées aux ravages du changement climatique et de l'agro-business. De même, elles assument la plupart des tâches liées à l'éducation des enfants et à l'entretien de la maison et sont donc directement confrontées aux effets de la destruction de l'environnement et de l'empoisonnement sur la santé et l'éducation de leurs communautés. L'auto-organisation des victimes du chaos climatique et leur défense font partie de la lutte climatique, les femmes dans leurs communautés sont au cœur de ces mobilisations.

1.4 Migration massive

Il y a d'importants déplacements de population : 250 millions de migrants internationaux, 750 millions de migrants internes (personnes déplacées...) souvent en raison de changements

économiques structurels avec des disparités régionales importantes. Il y a aussi des déplacements permanents dus aux guerres, et maintenant au changement climatique. Les deux tiers des migrations internationales se font entre des pays ayant un niveau de développement comparable.

La migration des femmes dans un contexte de crise aggrave et accroît l'oppression et l'impact de l'exploitation des femmes. Le contexte est l'appauvrissement extrême et la perte des droits. Les femmes émigrent à la recherche de meilleures conditions de vie pour elles-mêmes et leur famille, ou en raison de persécutions politiques, ou à la suite de guerres. Dans ce contexte, les femmes sont confrontées à la discrimination sexuelle, au racisme et à l'exploitation. Les femmes souffrent également de "nouvelles" formes de travail qui s'apparentent pratiquement à l'esclavage : l'enfermement, la prostitution et la traite des êtres humains.

Les pays industrialisés pourraient facilement accueillir des migrants, mais ils sont souvent devenus la cible de campagnes xénophobes. Les lois répressives sont utilisées pour briser les familles.-

1.5 Crise de la reproduction

Le capitalisme a toujours dû assurer la reproduction de la main-d'œuvre sans laquelle il ne pourrait fonctionner: la reproduction de la main d'œuvre est partie intégrante du cycle de valorisation du capital.

La forme patriarcale de la famille capitaliste, renforcée par les notions de "salaire de soutien de famille" confiant aux femmes au sein de la famille la responsabilité des tâches de reproduction, a permis au capitalisme d'assurer cette reproduction au moindre coût pour lui-même.

Il s'agit d'un processus inégal, non seulement parce que la croissance du capitalisme lui-même a été inégale, si bien qu'aujourd'hui nous voyons des vestiges précapitalistes subsister dans certaines parties du monde, mais aussi parce que, pour des raisons économiques et politiques, différents modèles se sont développés dans différentes situations.

Lorsque le capitalisme a eu besoin de la masse des femmes pour faire partie de la *population active* - notamment dans le boom d'après-guerre des pays capitalistes avancés - il a été contraint, de différentes manières selon les rapports de forces et la nature précise de l'économie locale, de fournir certains services par le biais de l'Etat : éducation, santé, logement, garderies, etc. Ce travail, considéré comme féminin parce qu'il correspond au rôle des femmes au sein de la famille, était et est faiblement rémunéré et exécuté en très grande majorité par des femmes, souvent des femmes issues de minorités ethniques et/ou migrantes.

Mais comme le capitalisme est entré dans une profonde crise économique, il a été contraint de s'attaquer à ces mêmes services par l'austérité, tout en cherchant à maintenir les femmes dans la population active, mais en essayant de faire baisser davantage leurs salaires et leurs conditions. Les contradictions ainsi déchaînées ont alourdi le fardeau de nombreuses femmes, les obligeant à faire le travail que l'État avait auparavant couvert. Elles ont poussé de nombreuses femmes à quitter le marché du travail ou à occuper des emplois encore plus précaires. Ils ont également créé une demande croissante pour des femmes encore moins bien payées et plus précaires - y compris les sans-papiers - pour faire ce travail afin de permettre à d'autres femmes de garder leur place sur le marché du travail. Cette situation fait peser une charge de plus en plus lourde sur les membres féminins de la famille de ces femmes migrantes qui doivent s'occuper des familles restées dans le pays d'origine. Cela pose également une contradiction pour les Etats capitalistes avec leur désir de limiter la migration.

2. QUELS SONT LES FACTEURS QUI ONT PROVOQUÉ CETTE MONTÉE ?

2.1. Les acquis des vagues précédentes

Les nouvelles générations ont pu profiter - de façon inégale mais combinée au niveau mondial - des acquis obtenus par le mouvement des femmes et lgbtiq des vagues précédentes : d'abord au niveau des droits formels, des changements dans les codes de familles et juridiques, de l'accès des femmes à l'éducation et à la santé, ensuite au niveau des droits et des libertés reproductifs et sexuels, des ouvertures dans le monde professionnel, académique, culturel, politique et des médias. Dans plusieurs pays des tendances féministes socialistes ont lutté avec succès dans - et avec - le mouvement ouvrier pour améliorer les droits du travail.

2.2. Féminisation du travail.

Les femmes travaillent partout plus que les hommes...mais une partie de leur travail est invisibilisée. (Dans les pays du Sud global, les femmes travaillent en moyenne 9h20 par jour pour 8h07 pour les hommes, mais elles ne sont payées que 5h10 pour 6h40 pour les hommes. Femmes et hommes effectuent donc respectivement 4h10 et 1h30 non payées. Au Nord, les chiffres pour les femmes et les hommes sont respectivement de 8h10 et 7h40 de travail quotidien dont 3h30 et moins de 2h non-payées.) Les femmes continuent d'assumer plus des trois quarts du travail de soin non-rémunéré dans le monde.

Néanmoins, les femmes accèdent de plus en plus au marché du travail mondial même si l'écart avec les hommes persiste.

De 1980 à 2008, 552 millions de femmes ont intégré le marché du travail. Au niveau mondial, 4 travailleurs sur 10 sont des femmes. Dans cette période il y a une hausse importante de la main d'œuvre féminine en Amérique Latine : d'un quart à un tiers en Amérique Centrale et à deux cinquième en Amérique du Sud.

Dans des zones traditionnellement de moindre occupation féminine, comme l'Afrique du Nord, le pourcentage a augmenté de 20 à 26 ; et en Asie Occidentale de 23 à 27. Le pourcentage n'a pas beaucoup bougé en Afrique Sub-saharienne et en Europe de l'Est et Asie centrale où il dépassait déjà 40%, de même qu'en Afrique Australe: 40%. Cette tendance continue mais s'est affaiblie dans le 21e siècle.

Et elles accèdent à des emplois de moindre qualité !

Partout les femmes sont plus à temps partiel imposé. Ce sousemploi peut atteindre jusqu'à la moitié de l'emploi féminin total. Au niveau mondial, près de la moitié des travailleuses occupent ce que l'OIT appelle un « emploi vulnérable » notamment dans les entreprises agricoles, dans l'artisanat, le commerce. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, elles dépassent 70 %. (Le sous-emploi peut atteindre jusqu'à 40 ou 50 % de l'emploi féminin total : 52,4 à Madagascar, de 35 à 40 % au Bangladesh, en Éthiopie et en Indonésie, plus de 25 % au Salvador, au Nicaragua et au Paraguay.)

La "féminisation" du travail concerne l'ensemble des travailleur.e.s

Elle doit s'entendre non seulement comme grandissante participation numérique des femmes au marché du travail mais aussi dans le sens où, sous les coups des politiques néolibérales, les conditions caractéristiques de la situation des femmes au travail: précarité, instabilité, vulnérabilité, sous-emploi, absence de droits et de protection social, bas taux de syndicalisation... ont tendance à s'étendre à l'ensemble du prolétariat. La précarisation de l'emploi ne cesse de progresser, elle concerne près de la moitié de l'emploi total. Tout comme la part de l'économie informelle qui concerne plus de six travailleur·euse·s sur dix et quatre entreprises sur cinq dans le monde.

Les frontières entre travail rétribué et loisir tendent à s'effacer – comme dans le travail de reproduction – (il faut être au service des patrons 24h sur 24) ainsi que celles entre vie personnelle et vie professionnelle. On requiert la mise à l'oeuvre de capacités et caractéristiques féminisées comme la belle présence, la séduction, le soin aux relations, l'empathie, le multitasking... au service de l'entreprise.

La mondialisation néolibérale a profondément changé la structure de l'économie et des emplois.

Globalement, l'emploi s'est déplacé en vingt ans de l'agriculture vers l'industrie, puis vers les services qui emploient environ la moitié de la main-d'œuvre.

Un quart de la main-d'œuvre féminine mondiale travaille encore dans l'agriculture, qui reste la première source d'emploi des femmes en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Mais les politiques économiques favorisent les secteurs orientés vers l'exportation, masculins pour la plupart, au détriment des cultures vivrières. Les femmes constituant la majorité des petit.e.s exploitant.e.s agricoles du monde, leur situation est encore fragilisée.

La présence des femmes dans l'industrie s'est affaiblie depuis 1995. En général, elles sont concentrées dans les secteurs comme le textile et l'habillement. Dans les zones économiques spéciales (zones franches) les industries destinées à l'exportation embauchent une majorité de femmes souvent très jeunes et conjuguent bas salaires et absence de protection sociale, conditions de travail dramatiques et violences sexistes.

De 1995 à 2015, la part des services dans l'emploi des femmes est devenue majoritaire dans le monde. Partout les femmes sont cantonnées dans certains secteurs d'activité : commerce dans les pays à revenu intermédiaire, santé et l'éducation dans les pays à revenu élevé. Globalement, la forte concentration des femmes est associée à une haute fréquence du travail à temps partiel et à la faiblesse relative des rémunérations, surtout dans la vente, le nettoyage et la restauration. Leur surreprésentation dans la santé, l'éducation et le travail social est en lien direct avec les stéréotypes de genres qui dévalorisent les qualifications requises dans ces branches.

Mais plus généralement s'y imposent la flexibilité et des conditions spéciales de pénibilité incluant la capacité à assurer une multiplicité de tâches et l'implication émotionnelle, requiert des « qualités typiquement féminines » qui dessinent de nouvelles formes de servilité.

L'écart de salaire entre les femmes et les hommes, en moyenne mondiale est évalué à 23 %. Près de 40 % des femmes ne cotisent pas à la protection sociale. Conséquence, 200 millions de femmes ayant atteint l'âge de la retraite ne disposent d'aucune pension. Au total 70 % des pauvres dans le monde sont des femmes.

2.3 L'augmentation de la violence sexiste

La violence à l'égard des femmes, socialement construite et naturalisée par l'État, est au cœur de l'impunité. Les décès violents se produisent dans un réseau complexe de discrimination et d'exploitation des femmes, par sexe, mais aussi par classe sociale, appartenance ethnique, situations à risques multiples, marginalité, insécurité, militarisation, migration, etc.

Plus d'un tiers des femmes du monde, subiront des violences sexuelles ou physiques dans leur vie. (Chiffres OMS 2013 : 35,6 % au niveau mondial, Afrique 45,6%, pays d'Europe à PIB faible ou moyen, 27,2 % ; dans les pays d'Europe à PIB élevé, 32,7 %.) La majorité des femmes tuées le sont par un partenaire ou ex. On assiste à une escalade des crimes sexistes encore aggravée par la crise de 2008. L'indépendance

économique, psychologique et sexuelle croissante des – jeunes- femmes, les rend objet de « représailles » de la part des membres masculins de leur famille. Les crimes de haine pour « corriger » le comportement des femmes, lesbiennes, trans et hétéros qui « trahissent » les codes conservateurs sont légitimés par les opinions makers de droite politique et religieuse.

L'ordre néolibéral mondial déstabilise l'ensemble des sociétés et des rapports sociaux. En particulier la destruction des services publics et des protections sociales impacte les structures familiales, alourdissant les tâches et responsabilités de soin qui pèsent sur les femmes en même temps qu'elle réduit les possibilités d'échapper à la violence. En même temps les politiques d'austérités tendent à réduire le financement des centres et des refuges qui accueillent les femmes victimes de violences.

Le féminicide, aujourd'hui reconnu comme l'une des formes extrêmes de violence de genre, est le meurtre et la mort de femmes issues des diverses formes de violence : physique, sexuelle, psychologique, familiale, professionnelle, institutionnelle. Cette nouvelle forme de violence extrême ait été connue à Ciudad Juarez au Mexique en 1993, elle s'est étendue dans tout le pays et est maintenant reconnu comme un phénomène mondial et régional en Amérique latine. Le slogan Ni Una Más ! inventé par les femmes mexicaines, 22 ans plus tard le slogan Ni Una Menos des femmes argentines – et repris aujourd'hui dans la région et dans le monde – est la preuve tangible de la persistance et de l'augmentation de cette forme de violence misogyne et macho, de l'impunité et des violations des droits humains. Dans de nombreux pays, les femmes s'organisent pour rechercher leurs filles disparues et demander justice à l'État dans les affaires de féminicide. En reprenant les noms des victimes ces campagnes deviennent souvent des cas emblématiques.

Le mouvement MeToo, qui a explosé aux États-Unis, a eu un impact mondial. Les femmes ont pris la parole pour dénoncer le harcèlement sexuel dans différentes sphères culturelles, professionnelles et sociales, et de harcèlement au travail ainsi brisant le silence et en même temps montrant les obstacles qu'elles rencontrent en le faisant dans des cadres formels et défendant la légitimité de la dénonciation publique.

Une nouvelle génération de jeunes féministes a réagi à la violence sexuelle dans les universités en confrontant les autorités universitaires et en exigeant des réponses et des mécanismes pour faire face à ces agressions sexuelles.

Dans de nombreux pays, les femmes disparaissent pour être utilisées comme esclaves sexuelles par les réseaux de traite et de crime organisé.

Dans les multiples conflits, le viol est utilisé comme arme de guerre. Il poursuit des motifs divers, de l'humiliation communautaire à l'épuration ethnique, en passant par la terrorisation des populations civiles.

La tendance à réduire la main-d'œuvre, du fait de la mondialisation capitaliste, accroît la migration des femmes et des enfants (y compris des enfants voyageant seuls). Le taux de chômage des femmes migrantes est plus élevé que celui des hommes. Leurs conditions de travail et d'emploi sont liées aux rôles traditionnels des hommes et des femmes. Cela les rend plus vulnérables aux violences sexuelles, aux disparitions, à la prostitution, à la traite, à l'extorsion, à la séparation d'avec leur famille (beaucoup voyagent avec des enfants), à la détention arbitraire, à la maladie, aux accidents et au féminicide. Comme elles sont souvent responsables des enfants qui voyagent avec eux, elles deviennent une double cible et les difficultés augmentent parce que leur statut de travailleurs sans papiers rend plus difficile l'obtention d'un emploi ou de services pour elles et leurs enfants.

Au cours des deux dernières décennies, sous la pression historique du mouvement féministe pour exiger que l'État assume ses responsabilités et crée de nouveaux cadres juridiques pour traiter les violences, beaucoup de pays ont introduit lois et politiques publiques pour lutter contre les inégalités et la violence contre les femmes et les féminicides. Pourtant la réalité est qu'elles n'ont pas réussi à éliminer la violence et au contraire elle augmente en même temps qu'elle devient visible à travers l'énergie et la détermination des femmes en la dénonçant.

Les obstacles auxquels se heurtent les femmes victimes de violence dans l'accès à la justice sont liés à la discrimination sexuelle, aux préjugés d'infériorité des femmes et aux stéréotypes qui soutiennent une culture et une idéologie systémiques. Les militantes, les défenseuses des droits humains, des féministes qui luttent pour la défense des femmes victimes de violence sont confrontées à l'hostilité et aux menaces, sont criminalisées et, dans certains cas, contraintes à l'exil.

2.4 Le rôle accru des femmes dans la société et dans les mouvements sociaux

Les femmes ont toujours participé activement dans les mouvements de contestation de l'ordre établi, les révoltes pour le pain (ou son équivalent), les batailles contre l'exploitation et les tyrannies. Mais c'est dans ces dernières décennies que les femmes comme sujet politique ont surgi clairement au premier plan des mobilisations de tout genre. A partir des batailles environnementales et de défense de leur territoire, dirigées par des femmes paysannes et indigènes, mais aussi au sein des mouvements urbains, contre l'action déprédatrice et dévastatrice des multinationales sur les questions de la terre et de l'eau ; dans les luttes pour les droits humains et contre la répression étatique et paramilitaire, les mobilisations contre le racisme et la criminalisation/exclusion des migrant.e.s...

Citons-en seulement quelques unes : Maxima Acuña et sa bataille contre les minières au Pérou ; Berta Caceres défenseuse des droits humains au Honduras, Alaa Salaa, dirigeante de la révolte démocratique au Soudan, Black lives matter aux EU, Greta Thunberg dans le jeune mouvement global contre le bouleversement climatique Fridays For Future. Dayamani Barla, Jharkhand en Inde, à la tête d'une mobilisation de masse contre la plus grande compagnie de l'acier ArcelorMittal, le Conseil Pastoral des Femmes Maasai au Loliondo, qui dirige les luttes pour la terre. Mujeres Unidas y Activas (MUA), une organisation de base d'immigrées latines à San Francisco Bay qui a joué un rôle clé dans l'approbation en 2013 de la loi sur les droits des travailleur.e.s domestiques.

Les femmes mènent les résistances des communautés, comme la marche des femmes revendiquant la démarcation des terres, de la santé et de l'éducation, pour plus de 100 peuples indigènes au Brésil. Ou le protagonisme des femmes indigènes en Equateur outragées par les mesures économiques qui ont cherché à mettre fin aux subventions de carburant, ayant un impact sur leur vie quotidienne.

Nous sommes donc confrontés à un phénomène de protagonisme croissant des femmes dans le mouvement social et politique, entrant pleinement dans le processus politique national comme ce fut le cas du Brésil contre Bolsonaro, des États-Unis contre Trump, de l'Équateur contre le FMI et d'autres pays contre les multiples attaques contre les politiques néolibérales.

Si on regarde de plus près on voit qu'en fait il s'agit de luttes liées à la question de la défense de la vie, de la reproduction sociale dans le sens écologique, économique, social, culturel et parfois spirituel.

Ces luttes vont dialectiquement de pair avec une conscience accrue des protagonistes de l'inégalité de genre régnante dans leur propre milieu comme dans la société en général. La violence masculine structurelle envers les femmes en devient d'autant plus insupportable.

La nouvelle montée féministe et le rôle accru des femmes dans les mouvements sociaux a permis l'apparition d'un nouveau type de figure politique. L'élection de Ada Colau ou de notre camarade Teresa Rodrigues dans l'État espagnol ou des nouvelles représentantes – non blanches – de la gauche Démocrates aux Etats Unis comme Alexandria Ocasio Cortez e Rashida Tlahib, ou Marielle Franco au Brésil sont quelques exemples.

2.5 Les antécédents de la nouvelle vague

Au cours de la vague précédente du mouvement des femmes, des efforts ont été faits pour la coordination internationale. À la fin des années 1970, la Campagne internationale pour le droit à l'avortement a été fondée, qui a évolué et est devenue le Réseau mondial des femmes pour les droits génésiques, toujours actif. Les premières Rencontres féministes en Amérique latine et dans les Caraïbes – toujours bi-annuels – ont eu lieu en Colombie en 1981. Cette conférence a décidé de marquer le 25 novembre comme une journée contre la violence à l'égard des femmes, qui a été adoptée en 1995 par l'ONU comme la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

La Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence est née en 1998 à la suite de la Conférence des Nations Unies sur les femmes de Beijing en 1995, mais s'adresse aux femmes de la base et à l'action de rue. Elle a connu un certain succès pendant la période des Forums Sociaux et existe encore dans certains pays.

Cependant, ces différentes tentatives de coordination internationale se sont accompagnées de moments de montée des mouvements sociaux d'aspiration au niveau international et ont souffert du même déclin que ces mouvements. Néanmoins, l'ONGisation du mouvement des femmes a permis la poursuite d'une certaine coordination internationale, Il y a eu des rencontres internationales des femmes rurales sur la question de la souveraineté alimentaire (Nyeleni – Mali 2007) et le positionnement féministe croissant de la Via Campesina, le majeur réseau international paysan se développe.

En même temps toutes les révoltes sociales ou révolutions qui ont éclaté pendant les dernières décennies ont connu une forte participation de femmes qui ont développé leur propre cadre d'analyse et d'action à l'intérieur de ces mouvements : de la loi des femmes dans le mouvement zapatiste, à la présence des femmes dans les mouvements de la place Tahiri, Occupy, 15M, dans le « printemps arabe » et last but not least, l'exemple éclatant des femmes combattantes kurdes. Dans tous ces mouvements il ne s'agit plus de prioriser les luttes, anticoloniales, anticapitalistes, démocratiques, antiracistes et antipatriarcales, mais au contraire il commence à se dégager clairement un féminisme intersectionnel qui aborde l'ensemble des oppressions de façon combinée.

2.6. Le féminisme libéral ou réformiste dépassé

Pendant ce temps dans plusieurs pays hautement industrialisés et qui avaient connu un certain degré d'État Providence, pendant les 30 glorieuses, s'était affirmé, comme sous-produit de la 2^e vague féministe

Le féminisme réformiste se caractérise par l'incorporation de revendications féministes et souvent de militantes dans des partis sociaux-démocrates et d'autres partis réformistes, notamment lorsqu'elles sont au gouvernement local ou national, adoptant des politiques et finançant des projets inspirés par le mouvement des femmes mais avec peu ou pas d'auto-organisation.

Le féminisme libéral se concentre sur la féminisation des entreprises, des administrations et de la culture mainstream, sans en remettre en discussion le caractère de classe et de race et au contraire

en agissant comme alibi pour Fraser appelle le « lean in feminism » et qui a fonctionné comme frein pour que des nouvelles générations et d'autres couches de femmes non privilégiées s'identifient au féminisme pendant une certaine période. Il a mené à beaucoup d'illusions par rapport à l'idée d'une intégration progressive des femmes – de quelles femmes ?? - dans les instances dirigeantes – en brisant le fameux «plafond de cristal».

Dans les pays dits du Tiers monde se développait le phénomène de l' «ONGisation» c.à.d. le conditionnement et la neutralisation progressive des mouvements de femmes à l'intérieur des Ong et dans le cadre des rendez-vous de l'ONU, financées et professionnalisées par celles-ci au détriment de leur radicalité et auto-gestion.

Vu l'aggravation des conditions de vie et la précarisation, suite à la crise de 2008, contrairement à ces illusions, les mouvements nés dans les années 2010 se sont développés en nette opposition à cette approche.

3. QUELLES SONT LES SPÉCIFICITÉS DE CE MOUVEMENT ?

Le cycle actuel de mobilisations a ses propres caractéristiques, dérivées du contexte dans lequel il se déroule. D'une part, nous trouvons des questions spécifiques à la période historique (de la crise de la gauche, des sujets politiques, de l'individualisme néolibéral qui se glisse dans toutes les sphères, de la méfiance envers le politique, de la perte et de la rencontre avec le stratégique, etc, etc) et, d'autre part, nous nous retrouvons avec nos propres formes de lutte, avec une nouvelle grammaire du mouvement féministe. Nous partons de l'idée qu'en ce moment le mouvement féministe est un mouvement créatif qui est capable de mettre sur la table de nouveaux débats et de nouveaux outils pour changer le monde.

3.1 Extension géographique (plus forte en Amérique latine, Europe occidentale, spécificité de l'Amérique du Nord - mobilisations contre Trump, Pologne - grève avortée, mais faible en Europe orientale, région arabe, Afrique, Asie).

Les mobilisations ont parcouru toute la planète, acquérant une plus grande pertinence en Amérique latine et à la périphérie de l'Europe. L'Argentine, le Brésil, l'Espagne et récemment le Mexique sont à la tête de ces mobilisations qui se sont étendues à d'autres pays. La lutte pour le droit à son propre corps, pour le droit de décider et la dépénalisation de l'avortement ainsi que la lutte contre la violence machiste (et en particulier contre le féminicide et la violence sexuelle) ont été les principaux axes de mobilisation.

La grève féministe est devenue un axe central d'articulation du mouvement féministe au niveau international, s'étendant à toute la planète, mais le plus important est de comprendre comment cette grève féministe se relie à un moment où les femmes sont en première ligne, comme avant-garde, des résistances aux politiques néolibérales, et de comprendre que ces résistances ont leur forme propre dans chaque territoire. Aux États-Unis, elle s'articule autour du rejet de Trump. En Afrique du Nord et dans les régions arabes, le rôle que jouent les femmes dans les mobilisations sociales et politiques est indéniable.

La lutte contre la violence machiste a également réussi à articuler le mouvement au niveau international, en se reconnaissant mutuellement, de l'Amérique latine à l'Inde et l'Europe. Bien que des initiatives telles que Metoo se distinguent par la dimension médiatique atteinte, cette reconnaissance dans les autres et l'accent mis sur la violence sexuelle vont au-delà de ces initiatives, dans un travail continu pour rendre visible, dénoncer et s'organiser face à une telle violence.

3.2 Nouvelles générations

L'irruption des jeunes femmes dans les mobilisations s'accroît, et ces nouvelles générations apportent avec elles une nouvelle façon de comprendre le féminisme et le travail politique, à partir de leur propre expérience personnelle de la violence quotidienne macho. Dans bien des cas, la participation de la jeunesse s'est accompagnée d'une remise en question du féminisme institutionnel hégémonique, tandis que les mobilisations naissent d'une crise des réponses apportées par ce féminisme à nos problèmes et besoins.

Cela n'est pas nouveau dans le mouvement féministe, où le personnel a toujours été politique, mais cela a à voir avec la manière dont les jeunes générations s'identifient à la politique et se construisent comme sujets, dont elles réaffirment leur identité personnelle et collective, ce qu'elles exigent des espaces d'auto-organisation du mouvement, construisent des espaces de mutualisme féministe, etc. Tout cela est lié à la nécessité d'un sujet féministe qui réponde aux défis actuels, qui intègre ces exigences, qui se questionne, qui se réinvente, etc.

3.3 Nouvelles préoccupations

Cette attention à la personne découle de nouvelles préoccupations telles que le besoin de soins dans des espaces d'auto-organisation, dans le soin des détails liés à la prise de décision et à la manière de débattre, de construire des espaces inclusifs et participatifs, etc. et aussi dans ce qui nous concerne : la pertinence des aspects affectifs et sexuels, des identités de genre, de l'expression de notre manière de vivre notre identité, de la nécessité de valoriser notre vie quotidienne, de repenser la manière dont nous sommes en relation les un.e.s avec les autres, etc... en dernier lieu de mettre notre vie au centre, de l'importance des affects, des soins... Débats sur la maternité, sur tout ce qui touche à notre corps et à notre sexualité, sur la façon dont nous utilisons notre temps, etc. Ces réflexions peuvent avoir des dérives postmodernes (avec la perte stratégique qui en résulte), mais à d'autres occasions elles contribuent à placer au centre des questions qui ont été présentes jusqu'à présent mais sans grand protagonisme dans le féminisme, et généralement absentes des autres mouvements sociaux et politiques.

De nouvelles préoccupations surgissent également dans la mesure où de nouveaux sujets ont fait leur apparition sur la scène sociale et politique, comme le mouvement transgenre, et réclament leur place. Ce n'est pas qu'ils n'existaient pas avant, c'est qu'ils ont aujourd'hui une plus grande visibilité politique obtenue par leur propre trajectoire en tant que mouvement.

Il y a aussi le souci d'incorporer et de donner de la visibilité aux femmes qui n'ont pas eu un rôle visible, en intégrant la question raciale/ethnique aux côtés de l'identité et/ou de l'orientation sexuelle, ainsi que d'autres questions comme le handicap, la maladie mentale, les personnes âgées, la ruralité vs la ville, etc.

3.4 Nouvelles méthodes de lutte - la grève féministe

La grève féministe apparaît avec la nouvelle méthode de lutte de ce cycle de mobilisations, non seulement pour son pouvoir articulatoire mais fondamentalement pour ce qu'elle implique de questionner et d'élargir la grève comme outil de lutte. La grève féministe vient rompre avec cette division entre le productif et le reproductif, en soulignant les liens entre les deux, et en mettant surtout l'accent sur le reproductif comme stratégie pour mettre la vie au centre.

La grève classique n'a jamais été libérée de la grève reproductive : pour maintenir une grève il faut des provisions, dans une grève générale insurrectionnelle il faut articuler des mécanismes d'approvisionnement, de reproduction de la vie, d'organisation de la vie autrement. De longues luttes, comme la grève des mineurs britanniques de 1984-1985, qui a également vu l'auto-organisation des femmes de ces communautés pour soutenir la grève, révèlent en partie nombre de ces problèmes. En fait, ce potentiel de la grève pour construire un pouvoir alternatif, pour constituer

une société parallèle avec des formes d'organisation des travailleur.E.s dans chacune et chacune des sphères de la vie, a assez de cette dimension de reproduction. Cependant, elle n'a jamais été visible en tant que telle.

La grève féministe vient repenser la grève comme un outil incorporant non seulement ce qui jusqu'à présent était invisible mais aussi mettant sur la table ce qui a été élaboré par le mouvement féministe.

L'initiative de la grève internationale des femmes en 2017 a donné lieu à une nouvelle proposition d'articulation internationale, avec des impacts multiples et divers et dans les contextes spécifiques du mouvement féministe dans chaque pays.

3.5 Nouvelles compréhensions théoriques (théorie de la reproduction sociale, écoféminisme)

Les contributions de l'écoféminisme et de l'économie féministe théorisent comment le capital se heurte à la vie et comment, à partir du féminisme, réorganisant les temps et les emplois, il est ~~capable~~ possible de rompre avec cette logique et de questionner le système (ou ensemble de systèmes d'oppression), en proposant une autre façon de se relier à la nature, de définir et de satisfaire nos besoins essentiels.

Le travail, les temps, le corps et le territoire/nature sont les éléments centraux des théories en cours d'élaboration qui partent de ce qui a été appris au premier rang face aux attaques néolibérales (précarisation de la vie, privatisations, dégradation de l'environnement...) et d'un effort théorique pour étendre la critique du capitalisme, l'accumulation du capital, la dimension reproductive etc.

4. QUELLE EST SON IMPORTANCE STRATÉGIQUE ?

Ces dernières années, le rôle du mouvement international des femmes a considérablement changé. A l'heure actuelle, il ne peut plus être compris uniquement comme une question sectorielle (~~demandes,~~ demandes et propositions qui touchent une partie spécifique de la population), mais il y a une tentative d'exprimer une certaine totalité. En tant que féministes et marxistes, nous devons analyser ce changement, lui donner l'importance qu'il mérite et réajuster notre compréhension stratégique du mouvement féministe.

4.1. Leadership de la résistance de la classe dans son ensemble, par exemple anti-Trump aux Etats-Unis, anti-Bolsonaro au Brésil. Il y a aussi des grèves d'enseignants aux États-Unis, des processus en Algérie et au Soudan.

Comme nous l'avons vu ailleurs dans ce document, le nouveau mouvement féministe émerge dans un contexte de forte crise de la reproduction sociale. On sait comment la panique économique et financière de 2007/2008 a servi d'excuse pour déployer toute une série de mesures axées sur la récupération du taux de profit par la socialisation des risques du processus d'accumulation (socialisation des pertes par le rachat par l'État de la dette privée, entre autres mécanismes) et la re-privatisation des risques du processus de durabilité de la vie : réduction des aides sociales, privatisation de pans importants des systèmes de santé et des soins de dépendance, augmentation du coût de la scolarité, hausse générale des prix à la vie, et autres.

Les conséquences immédiates de ce double processus sont doubles : la généralisation et l'aggravation des conditions de précarité vitale, qui touchent de plus en plus de personnes et dans des situations plus vitales, réduisant la marge entre précarité et exclusion ; et l'apparition d'une crise de reproduction sociale dans les pays du Nord global similaire à celle qui existait déjà dans les pays

du Sud, liée au phénomène de "périphérisation du centre". Ce sont les femmes qui ont enduré la crise et tissé les filets de sécurité de dernier recours, souvent au prix de leur propre épuisement et de la limitation à vie de leurs possibilités de devenir des êtres pleins et autonomes. C'est sur ces marges, dans les espaces liés à la reproduction sociale et à la pérennité de plus en plus précaire de la vie, que se déroulent actuellement les principales batailles et qu'un nouveau cycle de luttes s'organise.

On parle donc non seulement d'une montée du mouvement féministe, mais aussi d'un phénomène de "féminisation de la contestation". D'une manière générale, il y a cinq domaines dans lesquels les femmes ~~mènent~~ et mènent les luttes et les résistances : les luttes pour les services publics (et, en Europe, contre le démantèlement des Etats-providence) ; les luttes pour un logement décent ; les luttes pour la souveraineté alimentaire et le droit au territoire (qui se sont croisées ces derniers mois avec les nouveaux mouvements pour la justice climatique et contre l'extractivisme) ; les luttes pour l'amélioration des conditions de travail et l'obtention de droits dans ce qui étaient jusqu'à présent les "marges du marché du travail" mais qui, dans la phase actuelle de crise capitaliste, s'étendent et se normalisent constituant de plus en plus la norme (secteurs précaires, au noir, éventuellement, géographiquement déplacés, etc.), ainsi que dans les emplois reproductifs ; et les résistances aux nouveaux néolibéralismes.

Les conséquences de cet événement parallèle à la consolidation du mouvement féministe comme vecteur mobilisateur fondamental dans de nombreux pays, capable d'éclater dans des moments de fort reflux et de dissolution de liens sociaux porteurs d'intuitions profondément anticapitalistes, sont multiples. L'une des principales est que la dynamique de mobilisation permanente et de réseautage a fait du féminisme une école de formation militante pour de nombreuses femmes, qui se politisent rapidement et peuvent intervenir dans d'autres domaines, générant des références féminines et des femmes fortes qui exercent divers modèles de leadership. D'autre part, il convient de souligner l'articulation de revendications et de luttes concrètes qui ne sont pas strictement féministes mais beaucoup plus globales : contre les frontières comme espaces de massacres humanitaires systématiques, contre la destruction de terres par l'agriculture industriel, notamment l'élevage, et les multinationales extractivistes, pour la défense des libertés civiles contre les gouvernements d'extrême droite ou autoritaires, pour la réponse et la résistance aux politiques d'ajustement structurel, etc. Le programme de la grève internationale des femmes dans les différents pays en donne une bonne idée.

4.2 Cela nous amène-t-il à reconsidérer notre compréhension stratégique du rôle du mouvement des femmes ?

Nous sommes d'accord avec l'intuition, de plus en plus répandue au sein du mouvement des femmes, que les perspectives féministes sont un point de vue privilégié pour analyser les conditions de l'exploitation contemporaine. Nous pourrions ajouter qu'ils constituent aussi un point de vue privilégié pour expérimenter de nouvelles formes d'organisation et de lutte. Ce qui est certain, c'est que tout ce qui a été analysé jusqu'à présent a des conséquences stratégiques importantes. Ainsi, nous soutenons que les grèves féministes et les grèves des femmes peuvent être considérées comme une expérience centrale pour penser-à-l'organisation, non seulement des femmes, mais de la majorité de la classe ouvrière. D'autre part, la manière dont s'articulent les mobilisations féministes pour le droit à l'avortement ou contre le féminicide et la violence machiste ouvre tout un champ de confrontation directe avec l'Etat de classe et ses institutions : Justice, Armée, etc.

Le mouvement féministe permet un processus de démocratisation de l'outil de grève susceptible d'avoir des conséquences à long terme, rompant avec le monopole des bureaucraties syndicales sur la légitimité de l'appel à la grèves. Les deux derniers journées du 8 mars ont permis à une couche non de travailleuses non négligeable d'organiser une grève, dans de nombreux cas pour la première

fois de leur vie. La confiance en soi, l'autonomisation, l'expérience accumulée et les réseaux établis par des milliers de femmes peuvent signifier un saut qualitatif pour toute la classe qui ne peut être évalué qu'avec le temps. L'autre élément de démocratisation est l'organisation de la grève dans les secteurs traditionnellement oubliés par le syndicalisme de concertation, tels que les soins ou la consommation, qui avaient pourtant de l'importance dans le mouvement ouvrier du début du siècle : les grèves contre le coût élevé de la vie ou des loyers en sont un bon exemple. En ce sens, la démocratisation de la grève nous permet de faire l'expérience de cet outil en marge du marché du travail que nous avons évoqué précédemment et renforce l'idée que ces activités sont aussi et surtout du travail.

L'utilisation de l'outil de grève, la centralité des luttes pour la reproduction sociale, l'aspiration à comprendre les processus de production et de reproduction comme un tout intégré, et son fonctionnement comme vecteur de politisation et de radicalisation des masses, font de ce nouveau mouvement féministe un processus de subjectivation de classe en soi. A l'échelle mondiale, le mouvement féministe redéfinit les antagonismes et devient une lutte de classe féministe. Le potentiel des femmes à remplir ce rôle dans le moment historique actuel ne dépend pas d'une identité essentielle, mais de notre rôle dans le processus de reproduction sociale, qui fait coïncider nos intérêts avec ceux de l'humanité.

Cela ne veut pas dire que jusqu'à présent le féminisme n'a pas été lié à la lutte des classes, ni que le marxisme et le féminisme sont devenus une seule chose, annulant l'autonomie de ce dernier. Au contraire, dans le contexte actuel de crise capitaliste, les formes historiquement concrètes de reproduction du capital contredisent la durabilité sociale de la vie dans de plus en plus de régions du monde et sont incompatibles avec les revendications féministes fondamentales, faisant que toute conscience féministe finit par se confronter aux piliers de l'accumulation capitaliste.

Réfléchir sur la façon dont le féminisme permet la récupération de slogans tels que la distribution des emplois -cette fois-ci au pluriel-, la réduction drastique de la journée de travail liée à la socialisation du travail reproductif, repenser quels emplois sont socialement nécessaires, mais aussi quelles activités économiques devraient cesser parce qu'elles sont destructrices pour les personnes ou la planète, est un des défis stratégiques du présent, etc. Face à l'irrationalité capitaliste et au gaspillage de ressources et d'énergie humaine qu'elle génère, il faut parier sur une réorganisation des des travaux dans un sens écosocial et féministe. C'est une tâche fondamentale dans la phase où nous sommes. Les processus d'accumulation et la crise de la gouvernance néolibérale ont ouvert un nouveau cycle virulent et souvent violent qui cherche à redéfinir les mécanismes d'exploitation, de domination et d'oppression. La contestation de cette redéfinition sera un élément clé de son résultat.

5. QUELLE EST NOTRE ORIENTATION AU SEIN DU MOUVEMENT ?

Nous sommes partisan·e·s de la construction d'un vaste mouvement inclusif de masse et nous luttons pour préserver l'unité la plus large possible, mais cela ne signifie pas pour autant que nous ne luttons pas pour une orientation politique du mouvement.

5.1 Des revendications qui répondent aux besoins des plus opprimé.E.s/exploité.E.s tout en construisant l'unité entre (a) la plus large résistance des femmes contre la droite, (b) le féminisme pour les 99% (grèves des femmes etc) et (c) les révolutionnaires.

Bien que les revendications fondamentales des droits des femmes soient dans l'intérêt de toutes les femmes, faire en sorte qu'elles deviennent une réalité pour toutes les femmes signifie que nous devons prêter attention aux demandes de financement et de ressources nécessaires pour qu'elles deviennent une réalité même pour les femmes les plus défavorisées et marginalisées. Ainsi, alors que nous luttons, par exemple, pour obtenir des gains juridiques concernant le droit à l'avortement

ou pour que justice soit rendue aux femmes victimes de violence, nous devons également lutter pour obtenir des ressources pour les services de santé, juridiques et de conseil qui aident les femmes à y accéder. Nous devons également lutter pour le droit d'accéder à ces services, sans discrimination à l'égard des femmes pour des raisons de statut juridique, de ressources, d'origine ethnique ou migrante, de sexualité ou d'identité sexuelle.

Nous luttons donc pour que les revendications des groupes les plus marginalisés soient défendues par le mouvement dans son ensemble, ainsi que contre les comportements discriminatoires au sein même du mouvement.

Dans le même temps, nous luttons pour démontrer dans la pratique que le système actuel est incapable de satisfaire réellement les demandes des femmes, de sorte que l'organisation des femmes est un processus continu de politisation et de radicalisation.

5.2 L'action de masse auto-organisée

Ce processus de politisation et de radicalisation est également renforcé par l'expérience de l'auto-organisation de base, que ce soit dans les quartiers, les zones rurales, les lieux de travail ou les lieux d'étude. Nous mettons donc l'accent sur l'action collective, organisée par les acteur·rice·s concerné·e·s. Lorsque des campagnes sont lancées par de petits groupes ou collectifs de femmes féministes, nous luttons pour les orienter vers la masse des femmes dans les quartiers, les lieux de travail, etc. en popularisant les revendications par des moyens appropriés (dépliants, théâtre de rue, flash mobs, discussions ouvertes, pétitions, médias sociaux) et en proposant des actions (piquetage, manifestations, etc) qui sont ouvertes à toutes les femmes et favorisent la participation de celles-ci. Lorsque le contact avec les institutions est nécessaire, nous luttons pour que les représentantes soient choisies démocratiquement et pour qu'elles soient tenues de rendre compte aux femmes concernées dans le cadre d'un forum démocratique.

La proposition de grève féministe/féministe permet une telle orientation de l'action de masse pour s'adresser à toutes les femmes, sur les lieux de travail, dans le secteur informel, à la maison, en abordant tous les aspects de la vie des femmes dans le travail tant productif que reproductif. Nous appelons les hommes à soutenir la grève des femmes, en assumant - au moins pour le 8 mars - le travail invisible de soins afin que leurs partenaires, amies et collègues ne soient pas limitées dans leur participation à toutes les actions prévues durant cette journée.

Sur les lieux de travail, limiter l'appel à la grève aux seules femmes reviendrait à limiter son impact et à exclure un grand nombre de femmes donc nous appelons les hommes à soutenir les femmes en participant à la grève. En tant que marxistes révolutionnaires, nous expliquons aussi, et nous espérons montrer dans la pratique, le poids de l'action collective sur les lieux de travail dans la lutte pour construire un rapport de forces favorable.

5.3 Importance de la coordination internationale

Dans un monde où nos opposants - le système capitaliste, les forces autoritaires, d'extrême droite et fondamentalistes montantes, les destructeurs multinationaux du climat - sont organisés au niveau international, le mouvement des femmes doit lui aussi construire et renforcer ses liens internationaux.

L'absence d'organisation structurelle, bien qu'elle soit la force d'un mouvement radical, rend la coordination internationale – qui exige de l'argent et des ressources – difficile, donc la construction d'une véritable coordination internationale entre les mouvements radicaux et auto-organisés qui se développent aujourd'hui reste une tâche à accomplir. En tant que courant international, nous

devrions être à l'avant-garde de l'établissement de liens et de la promotion de toutes les possibilités de coordination internationale.

5.4. Intersection (articulation) avec d'autres mouvements sociaux

Nous ne devons pas tomber dans le piège de faire un catalogue de mouvements comme si le mouvement des femmes était séparé et déconnecté du mouvement ouvrier, du mouvement climatique, du mouvement pacifiste, des processus révolutionnaires en cours en Algérie et au Soudan, des mouvements contre le racisme, etc. Les femmes sont à l'avant-garde de ces mouvements et soulèvent en leur sein la question de la place des femmes ~~en leur sein~~ - par exemple en s'attaquant à la violence sexuelle dont elles sont victimes.

Il est nécessaire, dans le mouvement des femmes comme dans tous les autres mouvements, de tisser des liens entre tou·te·s ceux·elles qui partagent la même aspiration : changer la société pour qu'elle soit organisée dans l'intérêt du plus grand nombre et non du plus petit. Cela signifie qu'il faut montrer comment le changement climatique, les politiques racistes et anti-migrant·e·s, les guerres impérialistes, les politiques d'austérité, le déni des droits démocratiques et des droits des travailleur·euse·s affectent les femmes en particulier et de manière particulièrement grave, et chercher à impliquer le mouvement des femmes, ou certains de ses membres, dans leurs actions.

C'est aussi lutter dans d'autres mouvements, et en particulier dans le mouvement ouvrier organisé, que les revendications spécifiques des femmes sont aussi des revendications de ces mouvements.

6. NOS TÂCHES INTERNES

Le travail féministe n'est pas simplement un secteur de travail en soi, mais quelque chose qui doit influencer tous les autres domaines de notre travail et toute notre organisation.

Bien que nous puissions légitimement prétendre avoir été à l'avant-garde des marxistes révolutionnaires prenant au sérieux les questions des femmes - à partir de notre résolution de 1979, de nos résolutions de 1991, y compris sur les femmes dans le parti, et des contributions ultérieures - cela a été le résultat très souvent d'un effort très volontariste d'un petit nombre de camarades.

Notre travail femmes doit continuer d'être organisé sur une base internationale en combinant la coordination régionale (continentale) avec la coordination internationale et un lien fort avec les organes de direction internationales – par la Commission femmes du CI, la tenue régulièrement d'un séminaire femmes, et autres formes appropriées. Cela doit refléter un travail organisé au niveau national.

Notre histoire nous a montré qu'en l'absence d'organes spécifiques pour organiser le travail des femmes, il tend à décliner avec le déclin de la force du mouvement. Notre attachement à l'importance de la libération des femmes dans un programme pour un avenir socialiste doit aller de pair avec notre engagement à poursuivre l'activité politique et l'éducation dans nos propres rangs sur cette question.

Quelles autres mesures doivent être comprises dans un plan d'action positive ?

Le développement d'une politique d'action positive signifie le développement d'une politique générale et pas de mesures isolées. Une politique générale pour combattre la dynamique « naturelle » d'exclusion. Dans ce sens, elle est évidemment artificielle, puisque le « naturel » signifie l'exclusion des femmes. Ici nous pouvons dire que la première condition réside dans la modification du rapport des forces. Dans ce but nous avons besoin non seulement de développer une intégration programmatique et politique générale mais aussi de développer une politique consciente pour changer notre fonctionnement, pour assurer une politique fondamentale d'intégration des femmes dans la direction et dans les tâches de direction. Nous, femmes et hommes dans des partis politiques, savent depuis longtemps que des vrais changements n'interviennent pas s'il n'y a pas de changements dans les directions.

Ajouté à cela, il est fondamental pour la construction de la force des femmes de pouvoir s'organiser sur le plan intérieur de toutes les façons nécessaires pour les objectifs divers de construction de notre force : en termes numériques, en termes des conditions organisationnelles, du développement de la solidarité entre femmes. La mise en œuvre d'une seule mesure, quelle qu'elle soit, comme solution au problème, a un effet limité.

Pourtant, il est important de donner quelques idées concernant des mesures possibles qui pourraient être incluses dans une telle politique :

Organiser notre travail féministe

i. Créer et/ou renforcer des commissions femmes dans les sections. ii. Renforcer des structures qui existent pour organiser le travail sur la libération des femmes dans l'Internationale et encourager l'organisation par région entre les femmes de la IV. iii. Discuter régulièrement du travail de libération des femmes dans les instances dirigeantes et prendre la responsabilité collective pour tout problème qui survient. Les désaccords et les divergences entre femmes surviendront et ne devraient pas être considérés comme malsains. Ils n'ont pas à être cachés de l'organisation dans son ensemble. iv. Inviter les membres des commissions femmes aux débats de la direction, si celles-ci ne sont pas membres de l'instance concernée.

Education

i. Donner une priorité élevée à la formation, à la discussion et à l'analyse de la libération des femmes pour tous les membres et s'assurer qu'une certaine compréhension de ces questions est centrale aux critères de recrutement. ii. Organiser des initiatives de formation dans lesquelles les femmes jouent un rôle à égalité ou majoritaire. S'assurer que les styles des rapports ne sont pas si traditionnels que de décourager les femmes et les camarades moins expérimentés de participer. iii. Les stages européens/réunions de fraction élargies ont été relativement réussis étant donné les faibles ressources qui ont été investies pour les organiser et parce que ces rencontres réunissent des camarades qui ont une expérience d'organisation sur une longue période et des camarades plus jeunes qui dirigent aujourd'hui les organisations de jeunesse. L'aspect formateur des réunions de fraction latino-américaines a été important pour développer entre les camarades une compréhension commune d'un certain nombre de questions d'ordre théorique et politique. Ce type d'initiative devrait continuer dans ces deux régions et être étendu à d'autres régions dès que possible. iv. Le premier séminaire femmes international de la IV fut une réussite. Nous devons faire en sorte que le deuxième l'est aussi.

Image et profil du parti

i. Assurer que la presse publie des articles par les femmes et sur les femmes et qu'elle couvre les sujets qui touchent particulièrement les femmes. Les brochures et publications doivent avoir un profil féministe. ii. Assurer que nous avons des campagnes de recrutement dirigées aux femmes. iii. Assurer

que les femmes sont visibles comme dirigeantes de l'organisation. iv. Encourager le développement de jeunes femmes comme dirigeantes politiques dans les organisations de jeunesse et les sections. v. Prendre le temps de former des femmes aux responsabilités locales et nationales pour qu'elles se sentent compétentes pour les tâches qu'elles exécutent. vi. Ne pas surcharger un petit nombre de femmes de tellement de tâches qu'elles s'épuisent et soient obligées de cesser toute activité. vii. Faire de la connaissance de, et de l'intérêt dans les questions de la libération des femmes un critère pour participer à la direction.

Comportements et fonctionnement en général

i. Avoir un code de conduite qui proscribit spécifiquement toute forme d'intimidation et de violence sexuelles. (La section indienne l'a explicitement codifié dans ses statuts). ii. Eviter le langage et les plaisanteries sexistes. iii. Organiser des réunions de manière à faciliter une participation maximale, par une préparation adéquate de la présidence et des procédures de prise de parole qui garantissent des droits égaux à tous et toutes les participant(e)s. iv. Tenir compte, en préparant des initiatives locales et nationales, des problèmes des parents avec enfants. v. Il est nécessaire de donner plus de valeur au développement d'une ambiance conviviale dans nos activités politiques, par exemple en organisant des fêtes à l'occasion d'initiatives politiques.

Auto-organisation et centralisme démocratique

En relançant le débat sur cette question, nous devons garder à l'esprit les paramètres d'une organisation révolutionnaire. Il est impossible de libérer les femmes sans renverser les relations de propriété privée qui reproduisent la subordination des femmes dans la société. Pour être membre d'une organisation révolutionnaire, ceci doit être compris. Aucune forme particulière d'organisation ne peut en finir avec l'oppression des femmes.

Beaucoup de camarades se servent de cette limitation objective pour argumenter que « on ne peut faire grand-chose, les femmes ne peuvent pas se libérer sans qu'on change les structures sociales et qu'on fasse la révolution ». Nous devons rejeter de manière catégorique ce type de raisonnement comme étant conservateur et réactionnaire. Les organisations marxistes révolutionnaires, comprenant les limitations matérielles, doivent adopter une attitude visant à créer toutes les contre-tendances qui sont aujourd'hui possibles à l'oppression qui existe. C'est que nous faisons face aux limites du mouvement ouvrier et à l'oppression raciale. Il faut aussi le faire en ce qui concerne l'oppression des femmes.

Mais les organisations révolutionnaires peuvent prendre des mesures pour s'adresser aux femmes sur leurs propres termes, voir quelles sont leurs expériences politiques et ajuster leur propre fonctionnement afin de se rendre aussi hospitalières que possible aux femmes. Des fractions et commissions femmes, ainsi que les animatrices peuvent aider à faire avancer ce processus.

De façon générale, les expériences les plus positives et les discussions les plus politiques ont lieu quand ces discussions sont structurées, soit par la direction dans le cadre du CC, soit par la commission femmes. L'idée de réunions spéciales femmes pour discuter de questions politiques qui concernent les femmes et auxquelles sont invitées à participer toutes les femmes de l'organisation peut être un bon modèle pour promouvoir l'auto-organisation des femmes.

Critères pour les directions

La question de la direction est un aspect important du débat sur l'action positive. Si on l'aborde sans plan d'ensemble, on ne pourra régler les problèmes des femmes dans toute l'organisation. Nous avons besoin de critères objectifs pour les directions, critères qui garantissent un véritable changement dans la composition et le fonctionnement des directions. De la même manière que la continuité politique est un facteur de sélection de dirigeants, la capacité de travailler en équipe, de diriger le développement de secteurs essentiels d'intervention, ayant gagné la confiance des militants et camarades de la base, l'est aussi. Quand une direction comporte systématiquement moins de femmes que l'organisation dans son

ensemble, c'est un signe que l'instance elle-même est quelque peu dysfonctionnelle. Nous devrions viser la parité autant que possible, quoique sans rigidité extrême parce que les femmes ne veulent pas simplement inverser les rôles, mais transformer le fonctionnement du parti. Lorsque la parité est impossible, nous devrions fixer des objectifs d'augmentation de la participation des femmes dans les instances de direction appropriés.

Une proposition pour aider à l'intégration de nouvelles femmes dans les instances de direction est de leur donner le temps d'apprendre leurs nouvelles responsabilités, ainsi que la possibilité d'identifier les pratiques dans l'organisation qu'elles considèrent nécessaire de changer. Ceci est mieux facilité par des commissions ou des fractions femmes, ou par une réunion spéciale, lesquelles puissent permettre d'identifier de tels problèmes et d'organiser des comptes-rendus aux instances de directions appropriées. Les instances de direction doivent répondre de leurs actes à l'ensemble de l'organisation.

Conclusion

Le but de ce document est de recommencer le débat sur l'action positive. Dans un sens, il arrive dix ans après le moment auquel il aurait dû être écrit. Mais il n'est pas trop tard pour cristalliser les acquis aussi bien organisationnels que politiques de cette importante période de radicalisation des femmes, soutenue par l'auto-organisation des femmes et promue par la direction.

Le mouvement des femmes n'a pas d'expression institutionnalisée comme le mouvement syndical. Nous avons cherché à créer des structures et développer une compréhension au sein de nos sections et de l'Internationale pour que la continuité révolutionnaire sur les problèmes des femmes ne soit pas perdue ni abandonnée. Dans certains pays, le mouvement des femmes a connu un déclin. Mais les leçons n'en sont pas perdues, ni pour le pays concerné ni internationalement, si les acquis du féminisme moderne se trouvent pleinement reflétés à la fois dans notre programme et dans notre pratique. C'est seulement en appliquant ces propositions dans toutes les sections que nous pourrions en tirer un bilan international sur cette question.

Il est utile de réaffirmer le caractère positif de la politique qui a été développée ces dernières années par la IVe Internationale. Une série de mesures importantes a été appliquée, lesquelles ne sont pourtant pas suffisantes. Le défi central qui reste est celui d'aboutir à ce type de politique de façon plus globale dans toutes les sections. En adoptant de telles mesures spéciales, dans le cadre de l'unification du parti dans son ensemble, nous allons non seulement nous opposer à tout philistinisme entre communistes, mais aussi gagner et garder plus de femmes dans nos rangs. Ceci est un élément central pour que les projets politiques de notre organisation soient des projets collectifs des hommes et des femmes.

Jo Freeman, "La tyrannie de l'absence de structure"

[...]

Principes de structuration démocratique

Lorsque le mouvement ne s'accrochera plus de façon tenace à l'idéologie de 'l'absence de structure', il sera libre de développer de nouvelles formes d'organisation plus adaptées à un fonctionnement sain. Cela ne veut pas dire que nous devons aller à l'autre extrême et imiter aveuglément les formes traditionnelles d'organisation. Mais nous ne devons pas non plus les rejeter toutes aveuglément. Quelques techniques traditionnelles se révéleront utiles, bien qu'imparfaites; certaines nous offriront un éclairage sur ce que nous ne devons pas faire pour atteindre certains objectifs avec un coût humain minime pour les membres du mouvement. La plupart du temps, nous devons expérimenter différentes sortes de structures et mettre en place une variété de techniques à utiliser dans différentes situations. Le 'lot system',- système de tirage au sort ? - par exemple, est une idée qui a émergé du mouvement Il n'est pas applicable à toutes les situations mais il est utile dans certains cas. Nous avons besoin d'autres idées de formes de structures. Mais avant que nous puissions procéder de façon intelligente, nous devons accepter l'idée qu'il n'y a rien de mauvais, par nature, dans la structure elle-même - si ce n'est ses abus.

Tout en nous engageant dans ce processus de tâtonnement expérimental, nous devons garder à l'esprit quelques principes essentiels de la structure démocratique et qui sont également efficaces :

1. Délégation d'une autorité précise à des individus précis pour une tâche précise par des procédures démocratiques. laisser des gens remplir un travail ou une tâche par défaut signifie seulement qu'ils sont réalisés sans le contrôle de tous. Si les gens sont choisis pour effectuer une tâche, de préférence après avoir manifesté un intérêt ou une volonté pour effectuer celle-ci, ils ont pris un engagement qui ne peut pas être facilement ignoré.
2. Exiger de tous ceux à qui l'autorité a été déléguée d'être responsable devant tous ceux qui les ont choisis. C'est ainsi que le groupe détient le contrôle sur les personnes en position d'autorité. Des individus peuvent exercer le pouvoir mais c'est le groupe qui a le dernier mot sur comment est exercé le pouvoir.
3. La répartition de l'autorité entre autant de personnes qu'il est raisonnablement possible. Cela empêche le monopole du pouvoir et oblige les personnes en situation d'autorité à consulter de nombreuses autres personnes pour exercer celle-ci. Cela offre aussi à de nombreuses personnes l'opportunité d'exercer une responsabilité pour des tâches spécifiques et ainsi d'acquérir ainsi des qualifications spécifiques.
4. Rotation des tâches parmi les individus. Des responsabilités qui sont détenues trop longtemps par la même personne, de façon formelle ou informelle, viennent à être considérées par celle-ci comme sa 'propriété' et ne peuvent pas être retirées ou contrôlées facilement par le groupe. A l'inverse, si la rotation des tâches est trop rapide, la personne n'a pas le temps d'apprendre le travail qui lui est confié et de tirer quelques satisfactions du travail bien fait.
5. Répartition des tâches selon des critères rationnels. Choisir quelqu'un pour remplir une tâche parce qu'on l'aime bien dans le groupe ou donner à quelqu'un d'autre une tâche ingrate parce qu'on ne l'aime pas, ne sert ni l'individu ni le groupe à long terme. La capacité, l'intérêt pour la tâche, le sentiment de responsabilité, doivent être les critères de choix principaux. Les personnes doivent se voir offrir l'opportunité d'acquérir des connaissances spécifiques mais cela doit être réalisé à travers des programmes 'd'apprentissage' plutôt que la méthode 'nage ou coule'. Détenir une responsabilité pour une tâche que l'on ne maîtrise pas bien est démoralisant. A l'inverse être blackboulée d'une tâche qu'on

est capable de bien remplir n'encourage pas à développer ses savoir-faire. Les femmes ont été punies d'être compétentes tout au long de l'histoire humaine et le mouvement ne doit pas répéter ce procédé.

6. Diffusion de l'information à toutes et aussi fréquemment que possible. L'information c'est le pouvoir. L'accès à l'information renforce le pouvoir. Lorsqu'un réseau informel diffuse en son sein des idées nouvelles et des informations, en excluant le groupe dans son entier, il est déjà engagé dans un processus de formation d'une opinion sans que le groupe n'y participe. Plus on est au courant de ce que les choses fonctionnent, plus on est politiquement efficace.

7. L'accès égal pour tous aux ressources du groupe. Cela n'est pas toujours tout à fait possible mais devrait être un objectif. Un membre qui détient le monopole d'utilisation d'un matériel (comme un matériel d'imprimerie ou une chambre noire que possède un mari) peut influencer de manière exagérée l'utilisation de ce matériel. Les savoir-faire et l'information constituent également des ressources. Les savoir-faire et l'information détenus par les membres ne peuvent être librement accessibles que si ces membres sont prêts à apprendre aux autres ce qu'ils savent.

Lorsque ces principes sont appliqués, ils garantissent que, quelle que soient les structures mises en place par différents groupes, elles seront contrôlées par le groupe et devront rendre des comptes à celui-ci. Le groupe de personnes en position d'autorité sera diffus, flexible, ouvert et temporaire. Il ne sera pas en position d'institutionnaliser son pouvoir parce que les décisions ultimes seront prises par le groupe dans son entier. Le groupe aura le pouvoir de déterminer qui exercera l'autorité en son sein.

MESURES DE SANCTIONS DANS UNE ORGANISATION FEMINISTE

Suivent les critères justifiant des sanctions internes dans l'organisation, en ce qui concerne l'oppression des femmes. Ils ont été approuvés au VIème congrès national du PRT, qui s'est tenu du 1er au 5 novembre 1989 à Mexico.

Ce document est une contribution de la Commission Femmes du PRT à la réflexion à propos des mesures de sanctions en rapport avec l'oppression des femmes. Il nous semblait qu'il était particulièrement important de commencer cette réflexion par écrit, puisque nous avons décidé lors de notre dernier congrès de fournir de nouveaux efforts pour transformer cette organisation en organisation féministe. Nous sommes convaincues que, depuis notre dernier congrès, les camarades femmes se sont senties plus en confiance pour dénoncer des cas d'agression contre elles, ce qui nous conduit à faire les observations suivantes avec la volonté de poursuivre et d'approfondir la discussion entamée il y a deux ans.

Une organisation comme la nôtre, dont les principes révolutionnaires incluent une perspective féministe, se trouve face à des défis et des contradictions lorsqu'elle tente d'établir des règles et des normes à propos du fonctionnement interne. Lorsque nous rejoignons une organisation révolutionnaire, nous nous reconnaissons en général dans une certaine vision du monde, implicite dans nos principes, qui devient une identité commune, établissant en pratique une forme de contrôle social entre les membres de l'organisation révolutionnaire. Ce contrôle social est inscrit dans nos normes et nos règles, et est fondamentalement appliqué par la commission de contrôle et toutes les autres instances de l'organisation. C'est là qu'émerge la question des sanctions. Et c'est pour cela que les militants les considèrent nécessaires.

Certaines valeurs ont été acceptées historiquement pas les Marxistes du point de vue du comportement d'un-e militant-e révolutionnaire. Pour autant, en ce qui concerne le questionnement féministe, nous avons moins de valeurs communes, et ce pour plusieurs raisons, en particulier la jeunesse du mouvement féministe de masse. Les changements de comportement et de valeurs proposés par le féminisme ne sont pas acceptés par l'ensemble de la société, ni par tous les révolutionnaires, parce qu'ils font partie de ce qu'historiquement on considérait comme privé. C'est pour cela que mettre en place des normes dans la vie de l'organisation selon des critères féministes n'est pas chose facile.

Nous savons qu'il ne s'agit pas de donner des recettes ou des modèles à suivre. La recherche d'hommes et de femmes nouveaux-elles est justement cela, une recherche. Nous savons que l'émancipation totale des hommes et des femmes n'est pas possible dans le système capitaliste, mais nous reconnaissons la nécessité de lutter pour le changement dès aujourd'hui, c'est un des apports de notre courant international. Nous n'acceptons pas l'attitude cynique qui consiste à dire qu'il est impossible de changer tout cela aujourd'hui, que les changements adviendront sous le socialisme. Notre engagement révolutionnaire nous conduit à lutter pour le changement dès aujourd'hui, aussi difficile que soit ce processus, et en dépit de ses contradictions. Après tout, la vie des hommes et des femmes révolutionnaires ne se caractérise pas par son confort.

Dans notre nouveau courant marxiste révolutionnaire, nous concevons le féminisme comme un mouvement qui recherche un changement profond, la subversion de l'ordre établi. Il ne s'agit pas seulement d'assurer pour les femmes l'accès aux carrières, professions, postes, rang, reconnaissance, ressources, etc. Notre lutte féministe n'est pas seulement dirigée vers l'égalité formelle, elle s'applique à révolutionner les relations de genre en général, entre les hommes et les femmes. C'est pour cela que notre conception féministe inclut la sphère privée. Notre objectif est de féminiser autant le privé que le public.

L'oppression des femmes s'exprime de manière fondamentale dans la sphère privée. Pour nous, la sphère privée n'est pas seulement constituée par les relations inter-familiales au foyer, mais surtout par la globalité des identités masculine et féminine, dans laquelle les relations liées à la domination de genre sont ressenties de la manière la plus profonde et la plus douloureuse. Des siècles d'apprentissage des femmes et des hommes sont concentrés dans la formation de ces identités différentes. Les changer n'est pas chose aisée, mais nous espérons qu'il ne nous faudra pas encore

des siècles.

Il nous semblait que ces remarques préalables étaient nécessaires pour replacer l'oppression des femmes dans sa complexité, et pour rappeler l'importance d'approfondir notre compréhension sans utiliser des clichés à propos de l'oppression des femmes et de leur émancipation. De plus, nous pensons qu'il est important d'expliquer pourquoi nous disons que l'organisation n'est pas une île : ni les camarades hommes ni les camarades femmes ne peuvent atteindre l'émancipation eux et elles-mêmes, individuellement ou en groupes. Nous vivons dans une contradiction fondamentale : nous luttons tous les jours pour un autre monde, à contre-courant de la société, mais aussi de nous-mêmes. Le problème majeur, c'est qu'il nous faut établir un certain contrôle social interne en ce qui concerne les relations de genre, malgré les difficultés inhérentes à notre réalité. Dans ce domaine, nous avons déjà fait plusieurs pas importants, si nous tenons compte du contexte hostile. L'« affirmative action » et les quotas minimaux dans les directions sont deux mesures importantes pour la construction d'une organisation révolutionnaire féministe. Pour autant, il y a d'autres aspects de la construction de l'organisation auxquels il est plus difficile d'appliquer des critères féministes. Le contrôle social destiné à protéger les camarades femmes contre l'agression de camarades hommes n'est pas aisément accepté. En d'autres termes, la féminisation de la sphère publique (accès pour les femmes aux directions, aux mandats ...) est moins problématique que celle de la sphère privée. Le problème est d'autant plus fondamental que c'est là que nous trouvons les pires formes d'oppression des femmes. Nous pensons que nous, en tant que militants des deux sexes, devons fournir de sérieux efforts pour changer notre comportement et nos idées, mais il s'agit évidemment d'un processus long et sinueux. Il n'est pas question de considérer qu'il s'agit de trouver des recettes dans un livre de cuisine ou un manuel, l'établissement de sanctions ne constitue pas en lui-même une solution à l'oppression. Nous ne voulons pas réduire le problème à la question du crime et du châtement ou à des sanctions exemplaires, nous ne pensons pas non plus qu'on apprend par la peur. Ceci étant dit, que faire ? D'abord, nous reconnaissons la nécessité des sanctions. Elles sont nécessaires pour préserver l'organisation, ce qui inclut les femmes. On exige des militant-e-s des normes minimales de respect dans les relations, qui permettent aux femmes d'agir politiquement dans notre pays, avec une certaine confiance. Il nous semble que ces normes minimales peuvent être classées en trois catégories : la violence (menaces et coups), la violence sexuelles (harcèlement et viol) et les agressions verbales sexuelles (remarques sexistes à l'égard des camarades). Bien entendu on pourrait encore subdiviser ces catégories, et elles exigent des types et des niveaux de sanction différents, mais nous considérons qu'il s'agit là des aspects minimaux autour desquels tous-tes les militant-es du PRT doivent établir les règles pour travailler ensemble. Si nous ne parvenions pas à réguler ces trois aspects, les femmes seraient laissées sans aucune protection dans notre vie au sein de l'organisation. Les sanctions sont un type d'action défensif qui permet qu'en tant que femmes nous puissions rester dans l'organisation avec un minimum de garanties.

Dans la mesure où nous ne considérons pas cette question sous l'angle du crime et du châtement, nous savons que, pour minimiser les agressions contre les femmes à l'intérieur de l'organisation, il importe de faire plus que mettre en place des sanctions. Il s'agit fondamentalement d'une lutte idéologique. Nous menons un combat conscient contre l'idéologie patriarcale, son système de valeurs, ses habitudes etc. Pour cela, nous devons débattre de manière organisée des différents aspects de l'oppression liées à ce qu'on appelle la vie privée, sexualité, subjectivité, maternité/paternité etc. L'organisation ne peut en aucun cas réguler l'intimité des militant-es, nous ne sommes pas une force de police chargée de réguler la pensée et les sentiments des cadres de l'organisation. Il s'agirait de pratiques dignes du stalinisme et du nazisme, qui n'appartiennent pas à nos conceptions marxistes révolutionnaires. Mais il est évident que, pour que nous puissions réellement prendre en compte la question du genre, l'organisation doit discuter des questions personnelles et subjectives, en tentant d'établir un équilibre entre trois aspects : les conditions objectives dans la société, le respect de l'individualité de chacun dans son processus de construction individuelle, et le questionnement de la sphère privée, qui nous montre sa nature politique et sociale. Nous devons aussi prendre en compte les différents niveaux de conscience parmi les militant-es de l'organisation, pour pouvoir situer nos mesures dans la réalité contradictoire du PRT.

Cela signifie que nous devons intégrer le débat sur ces questions dans la vie de l'organisation et dans l'éducation des cadres. Nous devons mettre en place du matériel et des méthodes appropriés pour l'éducation aux différents niveaux, mais surtout, la direction doit s'engager, avec la commission, à organiser le débat.

Il est fondamental que l'ensemble de la direction soit impliquée, parce qu'il faut éradiquer l'idée que l'oppression des femmes est le problème des femmes. La responsabilité de féminiser l'organisation nous appartient à tous et toutes. Ce qui est sûr, c'est qu'en tant que femmes, nous avons besoin d'un certain équilibre des forces pour que la question du genre puisse être présente en permanence. Bien entendu, pour que cela soit possible, il faut un mouvement de femmes actif dans le pays, mais nous devons aussi créer un espace de discussion pour les femmes là où il n'y en a pas, et le renforcer là où il existe. Nous ne voulons pas être quelques féministes spécialisées, mais nous souhaitons que toutes les femmes au sein du PRT trouvent une identité de genre, et pour cela, nous devons discuter entre nous. L'expérience des femmes du Comité Central est un pas en avant important, mais nous devons approfondir notre recherche d'un meilleur rapport de forces.

Il nous semble que nous pourrions améliorer le rapport de forces et notre confiance en nous lorsque nous commencerons à discuter de notre oppression en tant que femmes dans les instances de base. Parfois, c'est plus efficace qu'une sanction.

Nous devons aller beaucoup plus loin dans la discussion au sujet des différents niveaux de conscience à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation. Il est important de discuter de comment les militant-es doivent se comporter dans le mouvement de masse, et de tenter d'expliquer ce que doit être le comportement militant féministe dans le mouvement de masse, en évitant la confrontation violente. Nous avons confiance dans le PRT, et dans la possibilité pour les hommes et les femmes en son sein d'initier un changement profond. Nous voulons que le VIème congrès marque une nouvelle étape sur le chemin que nous avons emprunté au dernier congrès.

Commission Femmes du PRT Bandera Socialista No.402, Decembre 1989